

Éolien et solaire photovoltaïque : comment rendre du pouvoir d'achat aux gilets jaunes !

Pouvoir d'achat et emploi inquiètent nos concitoyens. Couvrir notre pays d'éoliennes à terre et en mer, nous assure-t-on de toutes parts, est non seulement bon pour le climat et bon pour la planète, mais c'est aussi un excellent moyen pour enrichir les Français et leur procurer des emplois. Qu'en est-il vraiment ?

Le système électrique français a bien fonctionné jusqu'ici avec des centrales dites «pilotables» parce qu'elles peuvent ajuster instantanément leur production à notre consommation, condition nécessaire pour éviter les black-outs. Il est vertueux du point de vue climatique: ses émissions de CO2 sont de loin les plus faibles par kWh produit de tous les grands pays industrialisés, car ces centrales pilotables sont surtout nucléaires et hydrauliques, et non à combustibles fossiles comme en Allemagne ou en Pologne.

Notre gouvernement, comme le précédent, s'obstine à vouloir produire une part de plus en plus importante de notre électricité avec des éoliennes et des panneaux photovoltaïques dont la production, qualifiée pour cela d'intermittente, dépend de la disponibilité du vent et du soleil. Elles ne permettent pas de fermer nos centrales pilotables, et donc nos réacteurs nucléaires, puisque leur production est indispensable quand le vent et le soleil sont absents.

Autrement dit le développement de l'éolien et du solaire consiste à surimposer à un réseau de centrales pilotables un réseau de centrales non pilotables inutiles. Il n'apporte rien pour le climat et la planète puisqu'il ne peut faire baisser significativement les émissions de CO2 de notre électricité. Et il augmente considérablement le coût de l'électricité pour trois raisons :

-Cette surimposition augmente considérablement le coût d'investissement en centrales électriques, puisqu'il faudrait ajouter à notre puissance de centrales pilotables à peu près autant de puissance de centrales intermittentes pour produire seulement avec ces dernières seulement 30 % de notre consommation !

-A quantité d'électricité produite égale, ces centrales intermittentes font diminuer la production des centrales pilotables. Ces dernières conservant les mêmes charges fixes (salaires, coûts de maintenance...), cela augmente le coût de l'électricité qu'elles produisent.

-Pour faire fonctionner en harmonie les deux réseaux de centrales, il faut développer et renforcer le réseau électrique.

On nous rebat les oreilles de la diminution des coûts de production de l'éolien et du solaire PV, qui seraient bientôt inférieurs à celui du «nouveau» nucléaire. Mais ces coûts, même diminués, feront quand même augmenter le coût de l'électricité comme actuellement, car ils continueront à se surimposer à ceux du nucléaire, qu'il soit nouveau ou pas, pour les raisons indiquées ci-dessus.

Eolien et solaire photovoltaïque ne pourraient exister sans de copieuses subventions. Celles-ci sont payées par le consommateur, mais maquillées de telle sorte qu'il ne s'en rend pas compte s'il ne connaît pas la question, ce qui est le cas général. Elles sont actuellement payées à partir d'un compte d'affectation spéciale « transition énergétique » (CASTE) figurant au budget de l'Etat. En 2018, le montant des sommes prévues au titre de l'éolien et du solaire photovoltaïque sera d'environ 5,4 milliards d'euros, auxquels s'ajoutera le remboursement à EDF d'une partie des sommes qui lui sont encore dues par l'Etat à ce titre, 1,6 milliard d'euros, donc 7 milliards au total. Ce compte est alimenté entre autres par une augmentation

substantielle des taxes sur la consommation de carburants ! Mais il faut encore ajouter, non seulement le coût de l'augmentation des taxes dites d'acheminement, dues au renforcement nécessaire du réseau électrique, mais aussi des subventions maintenant nécessaires aux centrales pilotables pour éviter qu'elles ne mettent la clef sous la porte. Sans compter les défiscalisations, cadeaux de bienvenue et subventions déguisées accordés aux promoteurs par l'Etat et les collectivités territoriales !

Ces 7 milliards d'euros (en fait bien plus, comme on l'a expliqué), s'ils étaient répartis équitablement entre tous les Français, représenteraient 110 euros par Français, soit pour un ménage moyen avec deux enfants une dépense de 440 euros, surtout via les taxes sur la consommation de carburants. Mais la répartition n'est pas égale : ce sont ceux dont la consommation de carburants est la plus forte, dont les ruraux et les habitants des grandes banlieues qui ont absolument besoin de leur voiture, et souvent de plusieurs, non seulement pour aller travailler, mais à tout propos car ils sont loin de tout, qui sont les plus impactés. Il faut encore y ajouter une taxe sur l'électricité de 2,7 cts d'euros TTC ce qui représentera en moyenne chaque année environ 100 euros par foyer et par an. Les plus pauvres, en particulier les petits retraités, doivent ainsi consacrer à l'énergie une part devenue intolérable de leurs maigres ressources. Tout cela pour produire une électricité qui, on l'a vu, sera parfaitement inutile, puisque chacun était auparavant correctement approvisionné.

Le développement que veut notre gouvernement conduira au triplement de ces sommes en 2025 ! Et les sommes déjà engagées par les contrats déjà signés avec les promoteurs sont d'après la Cour des Comptes de 121 milliards d'euros ! Les gilets jaunes pourraient bien pour très longtemps ne pas être remisés dans les placards !

Ce développement servira-t-il au moins à l'emploi ? Eh bien non ! La France ne produit ni éoliennes, ni panneaux photovoltaïques. Environ les 2/3 des sommes ainsi inutilement prélevées dans la poche des consommateurs part donc à l'étranger pour en acheter. Même si quelques emplois sont créés çà et là sur le territoire national, le bilan global en emplois pour le pays est forcément négatif, puisque l'essentiel de la dépense ne se fait pas sur le territoire national. Et le déficit de notre balance commerciale, déjà désastreux, en est augmenté.

En ce qui concerne l'éolien, le consommateur rural, et celui habitant sur le littoral, vont s'offrir le luxe de voir détruire implacablement leur environnement, dévaluer leurs biens immobiliers et pour certains se dégrader leur santé, tout en payant pour cela !

Détruire l'environnement, nuire à la santé des riverains et dévaloriser leur patrimoine immobilier pour quelque chose qui ne sert strictement à rien, détruit globalement l'emploi en France, et coûte très cher au consommateur, accroissant encore la précarité énergétique qui affecte déjà plus de 5 millions de ménages en France, il faut le faire ! Nos élus laissent faire, ou même poussent à la roue. Elus, réfléchissez et ressaisissez- vous !

En supprimant d'urgence toute subvention à ces électricités inutiles, de manière à arrêter ce cancer en voie de métastase, on pourra progressivement rendre de façon substantielle du pouvoir d'achat aux gilets jaunes !